



HAL
open science

Impact de l'IDE sur le développement régional chinois ?

Olivier Boissin, Yong He

► **To cite this version:**

Olivier Boissin, Yong He. Impact de l'IDE sur le développement régional chinois?. 3e Forum Economique Franco-Chinois, Lyon, 27-30 octobre 2003, 2003, pp.21. halshs-00112061

HAL Id: halshs-00112061

<https://shs.hal.science/halshs-00112061>

Submitted on 7 Nov 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Impact de l'IDE sur le développement régional chinois

Olivier Boissin, Yong HE

Draft

Introduction

Il est généralement reconnu que depuis 1978 la croissance économique chinoise s'appuie sur une politique d'ouverture sélective. Deux axes d'ouverture peuvent être identifiés : l'accueil de l'IDE et l'exportation. Dans le cas de Chine, l'exportation étant réalisée par plus de 50% par des entreprises à capitaux étrangers, on peut penser que l'IDE représente le facteur déterminant de l'ouverture. Pendant plus de 10 ans, le pays a été au premier rang des pays en développement en matière d'accueil de l'IDE (~30% du total de l'IDE des PED). En 2002, la Chine a même dépassé les Etats Unis pour devenir le premier pays d'accueil mondial de l'IDE. Face au spectaculaire développement enregistré depuis plus de 20 ans, l'impact de cet IDE sur la dynamique de croissance reste généralement considéré comme très positif (Cardoso et Dornbusch 1989, UNCTD, 1999, 2000, 2001). Le manque de capitaux étant une des principales contraintes au développement, l'IDE permet en effet d'assouplir, voire de lever cette contrainte.

Dans cette étude, nous portons l'attention sur l'impact de l'IDE en matière d'inégalité régionale. Nous tentons de vérifier empiriquement l'hypothèse suivante : l'IDE est un puissant facteur de stimulation de la croissance. Pourtant, par sa propre logique industrielle et technologique, l'IDE doit être concentré dans certaines régions munies de conditions factorielles favorables. Si ces régions n'opèrent pas suffisamment un effet de diffusion technologique et de redistribution des revenus, l'accroissement de l'inégalité entre régions deviendra inévitable. Précisément, la question posée est de mesurer l'impact de l'IDE sur la dynamique d'inégalité régionale en Chine. Pour cela, notre analyse se décompose en deux temps. Premièrement, nous examinons les arguments théoriques concernant l'impact de l'IDE sur le développement régional. En second lieu, sur la base d'une division du territoire en trois grandes régions, nous étudions l'impact de l'IDE sur le niveau de développement régional.

I. Eléments théoriques

Afin d'identifier l'impact de l'IDE sur l'inégalité régionale, retournons aux enseignements de la méthode d'analyse classique de McDougall (1960).

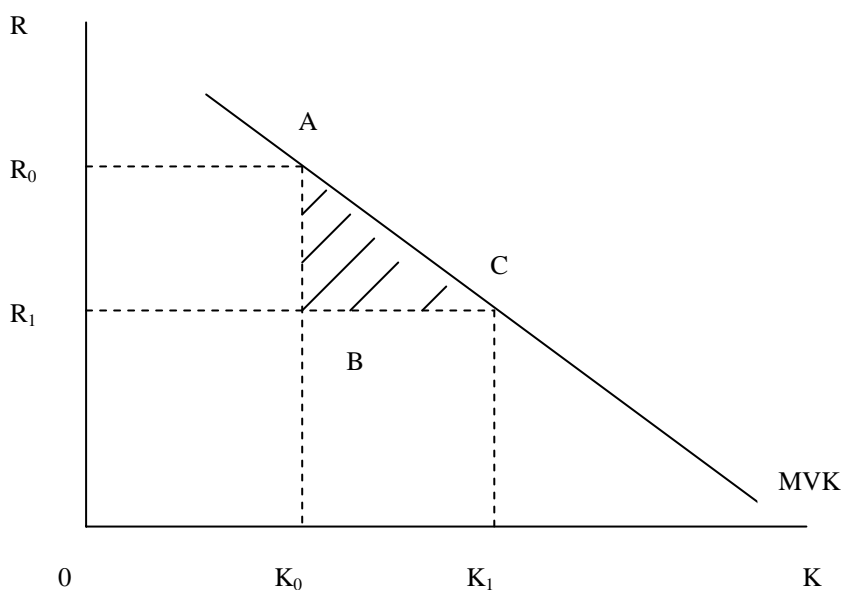


Figure 1 Effets de croissance et de distribution de l'IDE

- La ligne MVK est le revenu marginal du capital. L'axe horizontal est le capital et l'axe vertical le revenu.
- K_0 est le montant initial du capital du pays. Avec un apport d'IDE (égal à $K_1 - K_0$), le capital total du pays atteint le niveau K_1 .
- au seuil K_0 , le revenu total du capital est mesuré par OR_0AK_0 . Au point K_1 , le revenu distribué au capital est mesuré par OR_1CK_1 , dont K_0BCK_1 est le revenu distribué au capital étranger. Dans ce cadre, l'IDE apporte deux améliorations :

1. R_0ABR_1 est le transfert d'une partie du revenu aux autres facteurs de production internes au pays et qui sont indépendants des activités financées par capitaux étrangers ;
2. ABC est le revenu attribué aux autres facteurs de production engagés dans les activités à capitaux étrangers.

Cette illustration implique que :

1. L'impact de l'IDE sur la croissance est nettement positif (AK_0K_1C constitue le surplus d'activité).
2. L'impact de l'IDE sur l'inégalité dépend de deux éléments : (i) quelle est la part du revenu transféré aux autres activités indépendantes des activités à capitaux étrangers ? (ii) la distribution des revenus s'effectue-t-elle sur un plan géographique de manière plus égale ou inégale que la distribution initiale du revenu ?

Dans le cas de la Chine, l'introduction de l'IDE augmente l'inégalité du fait (i) que l'entrée massive de l'IDE correspond à une étape où l'augmentation de l'efficacité économique était l'objectif dominant du gouvernement ; (ii) la répartition de l'IDE entre les régions est fortement inégale au profit des zones côtières. Plusieurs éléments conduisent à ce processus. Sur la base de la théorie de l'économie géographique, Krugman (1991) a démontré que l'association des effets d'économie d'échelle, d'infrastructures et de concentration des revenus renforce le processus de concentration industrielle parallèlement à la présence de vastes régions périphériques rurales¹. Bao, et als (2002), de leur côté, ont souligné qu'en Chine les facteurs géographiques conduisent les régions côtières à l'obtention de rendements plus élevés. Egalement, selon Fleisher et Chen (1997), avec l'entrée massive de l'IDE, le rendement du capital n'a pas diminué en raison d'une mobilité accrue des travailleurs migrant vers les régions riches.

¹ Notamment, selon le courant de l'économie géographique, l'intégration régionale ne conduit pas automatiquement à une convergence du revenu par tête, mais qu'elle peut être à l'origine d'une augmentation des inégalités entre les régions. Selon la théorie « centre-périphérie » de Krugman, lorsque le coût de transport est faible, il existe un équilibre d'équi-répartition spatiale des activités industrielles. En revanche, lorsque le coût de transport devient suffisamment élevé, les forces d'agglomération sont renforcées et les activités industrielles

L'influence de la taille du pays

Pour un pays de superficie modeste, un accueil d'IDE ne compromet pas une aggravation des inégalités régionales. Bien au contraire. Par exemple, l'île Maurice ou Singapour bénéficient par effet direct et indirect de la politique d'ouverture aux capitaux étrangers. Il en va différemment pour de vastes pays telles que la Russie ou la Chine.

Un dernier élément doit être pris en compte : l'impact sur l'activité régionale par effet de stimulation concurrentielle ou, au contraire, d'éviction. Comme le souligne Markusen & Venables (1999), l'IDE peut être favorable régionalement par effet d'interdépendance et d'incitation à la performance, ou comme le note secteur Aitken & Harrison (1999) peut conduire à détruire les activités locales par effet concurrentiel exacerbé. Dans le cas de la Chine, trente années de logique étatique privilégiant le développement d'une industrie lourde se heurte, à partir de la politique d'ouverture, à une concurrence intensifiée portant peut être atteinte aux provinces intérieures et du Nord Est. Ces hypothèses restent bien sur à vérifier. Ces éléments théoriques esquissés, analysons aussi empiriquement les données régionales chinoises afin d'identifier les forces économiques à l'oeuvre.

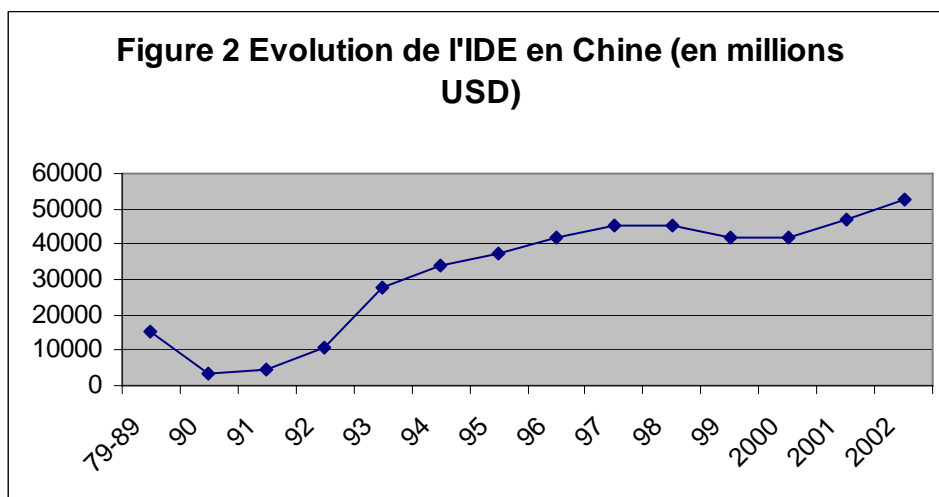
II. Analyse empirique

Après avoir étudié en premier lieu l'évolution de l'IDE et sa répartition régionale, nous analysons les disparités économiques entre régions. Sur la base de ces deux éléments, nous focalisons l'analyse sur la nature du lien entre l'IDE et l'inégalité régionale. Les données statistiques mobilisées sont principalement issues du *Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau (The Gross Domestic Product of China 1952-1995)* et des *China Statistical Yearbook* (1997,1998,1999,2000,2001,2002).

II.1.a. IDE au niveau national

Selon le Ministère du Commerce Etranger en Chine, jusqu'en juillet 2003, le nombre d'entreprises à capitaux étrangers recensé sur le territoire s'élève à 446.441 avec un montant total d'investissement étranger contractuel de 887.231 milliards USD. Quant au montant de

l'investissement réel, il s'établit à 481.320 milliards USD. Dans cette étude, nous retenons la période de référence 1990-2002. Plus précisément, comme en témoigne les statistiques officielles, la véritable dynamique d'investissement sur le territoire se constate en effet de manière prononcée à partir de 1993.



Source : Statistical Year Book

Table 1 Une importance croissante de l'ECE dans l'économie chinoise

	Part dans la production industrielle	Part dans l'import-export	Part dans l'exportation	Part dans la formation du capital fixe	Part dans la taxe industrielle et commerciale
86		4.04	1.88		
87		5.55	3.07		
88		8.12	5.18		
89		12.28	9.35		
90	2.28	17.43	12.58		
91	5.28	21.34	16.75	4.15	
92	7.09	26.43	20.44	7.51	4.25
93	9.15	34.27	27.51	12.13	5.71
94	11.26	37.04	28.69	17.08	8.51
95	14.31	39.10	31.51	15.65	10.96
96	15.14	47.29	40.71	15.1	11.87
97	18.57	46.95	41	14.79	13.16
98	24	48.68	44.06	13.23	14.38
99	27.75	50.78	45.47	11.17	15.99
2000	27.39			20.37	
2001	28.52				

Source: www.mofcom.gov.cn

Dans le tableau 1, nous pouvons identifier l'importance des entreprises à capitaux étrangers (ECE) dans l'économie chinoise sur la base de 5 critères : la part de la production

dans l'industrie², dans l'import-export, dans l'exportation, dans la formation des capitaux fixes, et dans les taxes industrielles et commerciales. Ce tableau confirme également que c'est après 1990 que l'IDE prend son essor dans l'économie chinoise.

II.1.b. IDE par régions

La Chine continentale est actuellement divisée en 32 régions, dont 4 municipalités directement dépendantes du gouvernement central et 28 provinces. Selon la classification courante chinoise, ces 32 provinces et municipalités sont divisées en trois grandes régions géographiques:

1. La région de l'Est et Côtière (comprenant 3 municipalités : Beijing, Shanghai et Tianjing, et 7 provinces: Liaoning, Shandong, Jiangsu, Zhejiang, Fujian, Guangdong et Hainan).
2. La région centrale (comprenant 9 provinces : Hebei, Heilongjiang, Jilin, Shanxi, Henan, Hubei, Hunan, Anhui et Jiangxi).
3. La région Ouest (comprenant une municipalité Chongqing et 11 provinces : Mongolie Intérieure, Shaanxi, Gansu, Qinghai, Ningxia, Xinjiang, Sichuan, Guizhou, Yunnan, Tibet, Guangxi.).

La répartition de la population entre ces trois régions est assez équilibrée avec respectivement 32.51%, 38.74% et 28.75%. La région Ouest couvre toutefois près de 70% de la superficie du pays.

Table 2 : Répartition de l'IDE sur les trois régions (en flux réels)

	1990	1995	2001
Est et Côtière	91.72%	84.43%	85.56%
Centrale	4.78%	10.53%	10.29%
Ouest	3.5%	5.04%	4.15%

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Ce tableau 2 permet d'identifier l'évolution de la répartition de l'IDE. Comme nous pouvons le constater, au début des années 1990 le taux de concentration de l'IDE était extrêmement élevé. Plus de 90% de l'investissement était ainsi inscrit dans les régions de l'Est

² La production industrielle n'inclue pas ici celle des entreprises non étatiques dont les chiffres d'affaires sont inférieurs à 5 millions de yuans.

et de la zone côtière. Au milieu de la décennie 90, cette concentration s'affaiblit légèrement au profit de la région centrale. Cette structure de répartition reste ensuite inchangée jusqu'en 2001. Sur l'ensemble de la période, notons que le poids de la région Ouest reste toujours marginal. Le niveau de l'IDE accumulé par région est tendanciellement le même que celui de l'IDE mesuré en flux. Jusqu'à la fin 2001, outre une petite partie de l'IDE qui s'orientait vers les ministères (environ 2% du total de l'IDE), la répartition de l'IDE accumulé a été de 84.01% pour la région Est et côtière, 10.72% pour le Centre et 5.27% pour l'Ouest. Cette concentration est d'autant plus significative que les quatre régions du Guangdong, Jiangsu, Shanghai et Fujian totalisent 59.76% de l'ensemble de l'IDE accueilli. Pourtant, leurs parts dans la population, dans le PIB et la production industrielle n'étaient respectivement que de 15%, 27% et 29%. Malgré le fait que l'Etat ait fait de significatifs efforts afin d'orienter les investisseurs étrangers vers les régions de l'Ouest et du Centre, la tendance n'a guère été modifiée de 1997 à 2003. En 1999, parmi les 500 plus grandes entreprises à capitaux étrangers³, on peut en dénombrer seulement 60 (12%) localisées en dehors des régions de l'Est et de la zone côtière. De même, concernant les 100 premiers exportateurs à capitaux étrangers, ils sont tous situés dans ces deux mêmes régions.

II.2. Une inégalité régionale majeure

II.2. a. Analyse régionale comparée

Bref retour sur l'histoire

Après l'arrivée au pouvoir de Mao Tsetong en 1949, quatre grandes périodes peuvent être distinguées : la période 1950-65, que l'on qualifiera de poursuite du modèle soviétique. La période de 66-77, les années de la révolution culturelle. La période de 1978-1989, celle des réformes économiques (changement de l'économie rurale et début de l'ouverture) et enfin la période d'ouverture (1990 à nos jours). Nous retenons six années représentatives de ces quatre périodes pour mesurer l'évolution des disparités régionale: 1955, 1965, 1978, 1995, 1990 et 2001.

Concernant la répartition de la population, sur la base du Tableau 3 nous pouvons constater qu'elle reste très stable sur l'ensemble de la période. Cette stabilité est

³ Classement effectué sur la base du chiffre d'affaires.

principalement issue de la politique du système d'enregistrement des résidents établie depuis l'arrivée au pouvoir du Parti Communiste Chinois. Ce système réduit sévèrement l'immigration de la population. Cependant, ces chiffres ne reflètent pas l'immigration temporaire. Ainsi, à partir des années 80, des millions de résidents temporaires ou illégaux provenant de régions rurales sont présents. En 2002, on estime qu'environ 100 millions de chinois issue de la ruralité s'inscrivent dans ce cadre.

Table 3 Part de la population des trois régions (%)

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Région Est	33.16	33.76	31.81	32.02	32.32	32.51
Région Centrale	38.91	38.76	39.27	39.18	39.17	38.74
Région Ouest	27.92	27.48	28.92	28.62	28.51	28.75

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Concernant l'évolution des poids économiques des trois régions, il n'est pas inutile de mesurer la disparité régionale sur le critère du PIB/tête. Nous pouvons ainsi constater que cette inégalité était réduite avant la révolution culturelle, en raison notamment de la politique conduite par Mao visant le développement d'une industrie lourde au sein des provinces intérieures. Durant la période de la révolution culturelle (1965-1978), l'inégalité régionale s'accroît toutefois, notamment du fait d'une rupture avec cette politique. Durant la période de réforme économique (1978-1990), de nouveau une stabilité des positions régionales peut être identifiée. Elle est principalement imputable au développement d'entreprises rurales (Tsui 1991, Chen et Fleisher, 1996). C'est à partir de 1990, période caractérisée par l'intensification d'une politique d'ouverture sélective que l'inégalité régionale s'accroît de manière significative.

Table 4 Inégalité des revenus / tête dans les trois régions

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Est/Ouest	1.735	1.584	1.958	2.033	2.013	2.704
Est/Centrale	1.319	1.385	1.601	1.663	1.717	2.033
Centrale/Ouest	1.315	1.144	1.223	1.223	1.172	1.330

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Le tableau 5 illustre l'évolution de la répartition du PIB au sein des trois régions. Les deux régions d'Est et Côtière en sont les privilégiées. Toutefois, avant 1978, nous pouvons noter une évolution assez modérée des tendances. De même, lors de la période d'ouverture de 1978-1990, l'augmentation des inégalités entre les trois régions reste modérée. C'est durant la dernière période 1990-2001 où s'accélère l'inégalité de répartition.

Table 5 Part du PIB des trois régions (%)

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Région Est	42.11	44.74	44.74	46.1	46.64	52.28
Région Centrale	37.45	34.49	34.49	33.74	32.93	30.63
Région Ouest	20.44	20.77	20.77	20.16	20.44	17.09

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Les trois tableaux suivants illustrent l'évolution de la répartition régionale des valeurs ajoutées des trois secteurs : secteur primaire, industrie et tertiaire. Concernant le primaire, avant 1978 la répartition apparaît stable. Entre 1978 et 1985, période de réforme rurale, c'est la région Est qui augmente significativement son poids. De 1985 à 2001, période où l'inégalité de répartition en terme de PIB s'est considérablement accrue, la répartition des valeurs du secteur primaire reste stable.

Table 6 Part du secteur primaire dans les trois régions (%)

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Région Est	33.43	32.44	32.49	36.87	36.76	37.3
Région Centrale	41.94	39.16	41.21	38.58	37.82	38.04
Région Ouest	24.63	28.4	26.29	24.55	25.42	24.66

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Concernant l'évolution des parts des trois régions dans l'industrie, les contrastes sont significatifs. Avant 1978, où la stratégie de planification était caractérisée par la transformation des bases industrielles de l'Est vers les régions de l'intérieur, le rapport de force a évolué au détriment de la région Est. Cette tendance a perduré entre 1978 et 1990, où l'expansion de l'industrie rurale a été plus significative. Depuis 1990, pour la première fois dans l'histoire de la Chine Communiste, l'écart industriel entre les trois régions commence à s'accroître. Ce phénomène est lié au déclin des entreprises d'Etat dans les régions Centrale et de l'Ouest parallèlement à la croissance d'une industrialisation moderne principalement menée sur la base de capitaux étrangers.

Table 7 Part de l'industrie des trois régions (%)

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Région Est	58.06	54.07	53.22	52.5	52.03	55.72
Région Centrale	29.36	31.1	30.66	31.49	31.76	30.71
Région Ouest	12.58	14.83	16.12	16.01	16.21	13.57

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Une force majeure contribuant à l'augmentation de l'inégalité régionale semble se situer au niveau de l'expansion du tertiaire. En 2001, les part des valeurs de production des trois secteurs dans le PIB sont de 14.55%, 46.7% et 38.75%. Ainsi, le secteur tertiaire tend à rejoindre le secondaire. Or, au niveau du tertiaire, c'est la région Est qui enregistre les positions les plus significatives, passant de 48.5% à 55.38%.

Table 9 Part du secteur Tertiaire des trois régions (%)

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Région Est	50.47	45.92	44.93	47.3	48.5	55.38
Région Centrale	33.27	35.74	33.62	31.65	30.63	27.74
Région Ouest	16.26	18.34	21.45	21.05	20.87	16.88

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Table 9 Part du commerce des trois régions (%)

	1955	1965	1978	1985	1990	2001
Région Est	51.35	47.72	47.99	51.32	48.73	54.89
Région Centrale	31.35	32.55	29.99	27.6	28.15	28.39
Région Ouest	17.3	19.73	22.02	21.09	23.11	16.72

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

II.2.b Analyse par décomposition

L'inégalité entre la région côtière et de l'intérieure représente la composante principale de l'inégalité de répartition des revenus en Chine (Chen et Fleisher 1996, Kanbur & Zhang 1999, Yao et Zhang 2001).

Kanbur & Zhang (2001), utilisant l'indicateur de la consommation / tête de la population urbaine et rurale ont mesuré l'évolution de l'inégalité sous formes de coefficient de Gini et de G.E. (decomposable generalized entropy) sur la période 1952-1999. Ils distinguent la région côtière (11 provinces et villes) de la région intérieure (17 provinces) en décomposant le GE

en inégalité entre ces deux régions⁴. Dans leur analyse, le plus haut niveau d'inégalité est enregistré en 1960 (31.8 en Gini et 0,162 en GE), 1976 (27 en Gini et 0,127 en GE) et 1999 (30.3 en Gini et 0,159 en GE). Nous intéressant ici au lien entretenu entre l'IDE et le développement régional, nous retenons seulement les données statistiques enregistrées à partir de 1978. Nous pouvons alors constater que le niveau de l'inégalité entre les régions côtière et intérieure commence véritablement en 1992. Depuis cette date, la part de l'inégalité entre les deux régimes dans le total du GE est passé d'~10% à près de 25%. Ce résultat est en adéquation avec les résultats de l'évolution du poids économique des trois régions auparavant présenté (table 4 à 9).

Table 10

Année	Gini	GE	Au sein des régions	Entre les deux régions
78	25,9	0,115	0,111	0,004
79	24,2	0,1	0,095	0,005
80	24,9	0,106	0,1	0,006
81	23,6	0,096	0,089	0,006
82	22,4	0,083	0,076	0,007
83	21,8	0,078	0,072	0,005
84	21,6	0,075	0,07	0,005
85	21,7	0,076	0,071	0,005
86	22,5	0,08	0,075	0,005
87	22,6	0,08	0,073	0,007
88	23,4	0,086	0,077	0,009
89	23,1	0,083	0,075	0,008
90	23,6	0,086	0,078	0,008
91	24,3	0,092	0,082	0,01
92	25,7	0,103	0,089	0,014
93	26,2	0,107	0,09	0,017
94	26,8	0,111	0,092	0,019
95	27,1	0,114	0,091	0,023
96	27,5	0,118	0,091	0,027
97	27,7	0,121	0,092	0,028
98	28,3	0,127	0,097	0,03
99	30,3	0,159	0,124	0,034

Kanbur et Zhang (2001).⁵

⁴ Cette méthode de décomposition est couramment utilisée dans les études en distribution du revenu. Ici l'inégalité intra-régionale signifie que, si l'on divise la Chine en trois grandes régions, l'inégalité au sein de ces trois régions évolue et contribue dans le même temps à une inégalité de revenu sur l'ensemble du pays.

⁵ En 1999, l'augmentation rapide de l'inégalité au sein des régions est en partie la résultante d'une modification du système de comptabilité démographique. On constate en effet dans les annuaires statistiques officiels que le niveau de la population urbaine a été brutalement augmenté par rapport à celui de la population rurale suite à ce changement méthodologique.

II.4 . Facteurs explicatifs de l'inégalité régionale

Ainsi, c'est à partir du début 1990 que l'inégalité régionale s'accroît significativement. Avant d'étudier l'impact de l'IDE sur cette inégalité, revenons sur le rôle de l'IDE dans la croissance chinoise. Nous pourrions à priori penser que sa contribution se révèle très positive. Une nuance doit toutefois être mentionnée. Entre 1978 et 1989, période où l'entrée d'IDE n'était encore guère importante, le taux de croissance du pays était en moyenne de 9.73% contre 9,18% sur la période 1990-2001. L'IDE n'apparaît pas ainsi comme le moteur unique de la croissance. Rappelons que quatre principaux facteurs contribuent à la croissance de la Chine :

- les entreprises d'Etat ;
- les entreprises collectives dont le principal composant reste les entreprises rurales gérées par les collectivités rurales (villages et comtés) ;
- les entreprises privées (essentiellement sous forme de micro-entreprises) ;
- les entreprises à capitaux étrangers.

Avant 1990, où le secteur à capitaux étrangers restait faible, ce sont les trois autres facteurs qui soutenaient en conséquence la dynamique de croissance. Avec l'afflux des IDE depuis la décennie 1990, face au taux stable de croissance du PIB, une hypothèse peut ainsi être émise d'un fort effet de substitution entre les différents facteurs de croissance. Nous y reviendrons.

II.4.a Contributions aux études de l'inégalité régionale

Depuis fin 1980, l'inégalité régionale en Chine représente un sujet faisant l'objet de beaucoup d'attention. De nombreux travaux visent notamment à identifier les facteurs déterminants de cette dynamique d'inégalité (notamment Yang 1999, DeMurger 2000, Song, Chu, et Chao, 2000, Lee 2000). Dans de nombreuses études, deux périodes sont distinguées : 1978-1984 et la période allant de 1985 à nos jours. L'année 1984 apparaît ainsi être un point de rupture. Avant cette date, principalement grâce à la réforme rurale, l'inégalité tant au niveau régional qu'au niveau rural-urbain a été réduite, alors qu'à partir de cette date, elle s'intensifie (par exemple, Jian, Sachs et Warner 1996). Concernant les facteurs déterminants cette inégalité, Kanbur & Zhang (2001) identifient quant à eux trois facteurs majeurs : 1. L'IDE, 2. La réductions des taxes douanière; 3. La décentralisation fiscale.

Une partie de ces études laissent toutefois un questionnement ouvert. D'abord, concernant la date où l'inégalité régionale s'accroît, les tables 4 à 10 témoignent que ce point se situe davantage au début de la décennie 1990. Peu de changement au niveau de l'inégalité régionale n'a eu lieu entre 85-90. De même, concernant les facteurs explicatifs de l'inégalité régionale, le rôle de la décentralisation fiscale ne semble pas ressortir de manière significative. Selon Kanbur & Zhang (2001), avec la réforme le rapport de force entre le gouvernement central et les gouvernements locaux a profondément été modifié au profit d'une décentralisation des budgets. Selon ces auteurs, cette dernière n'est pas sans effet sur l'accroissement des inégalités régionales. Pourtant, la centralisation du budget favorisait depuis 1978 les régions côtières afin de répondre aux priorités d'infrastructures urbaines. La décentralisation budgétaire ne semble pas ainsi forcément un argument en faveur de l'inégalité régionale. Comme le souligne Wei (2000), dans le cadre de la décentralisation, les budgets des gouvernements locaux des régions côtières sont, d'une part, beaucoup plus importants et, d'autre part, favorisent le développement des activités et infrastructures locales. Ensuite, comme l'indique le tableau 11, la part du revenu central dans le budget total⁶ augmente à partir de 1984 pour ensuite diminuer après 1990. Or, comme nous avons pu le constater, sur la période 1984-1990 l'inégalité régionale ne s'est pas significativement accrue contrairement à la décennie 1990. Face à ces tendances empiriques, il nous paraît ainsi difficile de conclure à l'existence d'un lien significatif entre décentralisation et accroissement des inégalités. Aux vue des différents résultats, il apparaît par contre explicite que l'IDE représente le facteur majeur de l'accroissement de l'inégalité régionale, avec comme date pivot l'année 1990.

Table 11 Evolution du taux de taxe douanière, d'importation et de la part du budget central

	Taxe douanière effective	Importation/PIB	Part du revenu central dans le budget total
1983	12.8	7.08	36.4
1984	16.6	8.62	40.1
1985	16.3	13.99	39.8
1986	10.1	14.68	38.7
1987	8.8	13.5	37
1988	7.5	13.77	35.6
1989	8.3	13	35.6
1990	6.2	13.84	36.6

Source : Kanbur & Zhang (2001)

⁶ Dans la comptabilité publique chinoise, le budget total est la somme des budgets locaux et du budget de l'Etat Central. Par revenu central est désigné l'ensemble des recettes de l'Etat Central.

II.4.b. L'IDE : facteur déterminant de l'inégalité régionale

Table 12 Evolution du poids des formes d'entreprises dans l'industrie
(en valeur de production brute)

	1978	1985	1990	1995	1998
Etat	77.63%	64.85%	54.6%	33.97%	26.47%
Collective	22.37%	32.08%	35.62%	36.59%	36.01%
Privé		1.85%	5.39%	12.86%	16.04%
Capitaux Etrangers			2.28%	11.94%	14.08%
Autres		1.21%	2.1%	4.63%	7.39%

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Ce tableau permet d'identifier l'évolution du rapport de force entre les quatre principaux secteurs économiques. Dans "Autres" sont mentionnés les entreprises mixtes (associant capitaux d'Etat, collectif ou privés, et sociétés d'actionariat). Si nous retenons une division en deux périodes 1978-1990 et 1990 et 1998, plusieurs enseignements apparaissent.

- 1- Sur l'ensemble des deux périodes, le poids du secteur étatique est en déclin avec une intensification du processus en seconde période.
- 2- Le secteur collectif est en expansion pendant la première période contrairement à la seconde où il est en stagnation.
- 3- Le secteur privé et le secteur à capitaux étrangers enregistrent un développement significatif durant la deuxième période alors qu'ils sont peu développés de 1978 à 1990.
- 4- La rubrique "Autres" témoigne d'un développement significatif durant la deuxième période, croissance qui n'est pas sans lien avec la transformation du statut des entreprises d'Etat en entreprises partiellement privatisées.

Table 13 Evolution de la répartition des industries des secteurs selon les régions

	Industrie d'Etat			Collective			Privée			Autres		
	1989	95	97	89	95	97	89	95	97	89	95	97
Est	48.3	46.3	45.1	66	65.6	60.1	46	51.3	53.3	93.6	81.5	77.7
Centre	33	33.6	34.5	25.1	25.6	31.8	39.5	35	34.2	3.6	12.2	15.3
Ouest	18.7	20.1	20.4	8.9	9.8	8.1	14.5	13.7	12.5	2.8	6.3	7

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Le calcul de la part de la production des entreprises à capitaux étrangers des trois régions entre 1995, 1997 et 2001 permet quant à lui d'identifier une tendance stable. De même, près de 90% des industries à capitaux étrangers résident dans la région de l'Est. Avec les entreprises privés, ce sont ainsi les deux secteurs témoignant d'une croissance spectaculaire.

Table 14 Part de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers par région

	1995	1997	2001
Est	87.05%	86.4%	88.76%
Centre	8.95%	9.42%	7.98%
Ouest	4%	4.18%	3.26%

Source : Statistical Year Book ; Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau

Ces tendances identifiées, une question reste posée. Entre le secteur à capitaux étrangers et le secteur privé, lequel joue le rôle majeur dans l'accroissement de l'inégalité régionale? Par induction, nous posons l'hypothèse que le secteur à capitaux étrangers est le premier déterminant. Certes comparables en matière de volume de production, les facteurs de capitalisation, de localisation, de concentration et de niveau technologique sont totalement distincts. Le secteur privé reste encore principalement en Chine de type artisanal et dégage de plus faibles marges. Par exemple, le CA moyen des entreprises privées a été de 0.3376 millions de yuans en 1998 contre 28.4 millions pour les entreprises à capitaux étrangers. Etudions toutefois la robustesse de cette hypothèse.

II.4.d. Tests empiriques

Sur le plan méthodologique, nous retenons dans ces tests deux dates en pivot : 1989 et 1997. La première traduit le début de la période de l'IDE sur le territoire. La seconde est choisi en raison d'un problème de cohérence méthodologique des données au sein des annuaires statistiques. A partir de 1998, les données des entreprises rurales par province ne sont en effet plus indépendamment comptabilisées dans les annuaires statistiques⁷.

Les variables dépendantes retenues sont le PIB/tête et sa variation sur la période 89-97. Les variables explicatives sont de trois types.

⁷ Notons par ailleurs, qu'en 1989, il y avait 29 provinces ou municipalités directement placées sous l'autorité du

- 1- la production du secteur d'Etat/tête (valeur de la production des entreprises d'Etat rapportée à la population de la province), la production du secteur collectif/tête, la production du secteur privé/tête, la production du secteur à capitaux étrangers/tête et enfin la production du secteur "Autres"/tête.
- 2- la variation de ces cinq valeurs (mesurée par la différence des valeurs de production/tête entre 1989-1997).
- 3- la variation du pourcentage de la production de chaque secteur entre 1989 et 1997⁸. L'objectif du test est de vérifier la contribution relative des cinq forces économiques au PIB / tête en 1989 et 1997.

Table 15 Variable dépendante : PIB/tête

	1989			1997		
	Coefficients	Coefficient standardisé	T valeur	Coefficients	Coefficient standardisé	T valeur
Constant	676,612		6,144**	2293,948		5,617**
ETAT	0,416	0,635	5,011**	0,854	0,451	5,646**
COLLECTIVE	0,298	0,212	2,319**	0,0562	0,038	0,410
PRIVE	0,538	0,027	0,456	0,379	0,133	1,950*
ETRANGER	(a)	(a)	(a)	0,638	0,411	3,551**
AUTRES	0,828	0,179	1,677	0,618	0,111	1,252
R2 ajusté	0,933			0,943		
F statistique	102,295			99,539		

(a) Il n'existe pas de statistique officielle sur la valeur de la production des entreprises à capitaux étrangers en 1989. Cette valeur est confondue avec la valeur de production des entreprises à capitaux mixtes. Elle est présente dans "autres". Cette fusion est ici conservée.

Plusieurs enseignements ressortent de l'analyse. D'une part, le secteur étatique reste majeur dans l'explication du PIB/tête au sein des différentes provinces. Cependant cette importance a significativement diminué sur la période. Sur la base des coefficients standardisés, nous constatons qu'en 1989 il explique en effet 63.5% du PIB/tête contre 45,1% en 1997.

gouvernement central contre 30 à partir de 1997.

⁸ Par exemple, si pour Shanghai la part de la production du secteur étatique est passé de 50% (1989) à 30% (1997), cette variation sera notée -0,2.

D'autre part, le secteur collectif a contribué de façon significative au PIB par tête en 1989 (21,2%). En 1997, cette contribution n'apparaît plus significative. Avant 1990, le secteur collectif, principalement composé d'entreprises rurales gérées par les villages et par les communes, a été le principal facteur d'amélioration du niveau de vie de la population rurale. Les études convergent sur le fait que la réforme rurale des années 80 (développement des entreprises rurales), a largement contribué à la réduction de l'inégalité régionale et aux écarts existants entre la population urbaine et rurale. Pourtant, cette partie de l'économie a progressivement perdu de son dynamisme depuis le début de la décennie 1990.

Par ailleurs, les entreprises privées n'étaient pas significatives dans leur contribution au PIB/tête en 1989. Cette situation a pourtant changé en 1997 et explique 13.3% de l'importance du PIB/tête.

Enfin, les entreprises à capitaux étrangers (inclus dans "Autres") ne peuvent être considérées comme facteur significatif en 1989 contrairement à 1997 où elles expliquent 41.1% de l'indicateur PIB/tête. Sur la base du tableau 12, nous savons qu'en 1997 la valeur moyenne de la production des entreprises à capitaux étrangers ne représente que 14,08% de la production industrielle totale (contre 16,04% pour les entreprises privées). Pourtant elle explique plus de 40% du PIB par tête, alors que le secteur privé n'en représente que 10% environ. Techniquement supérieure et à fortes valeurs ajoutées, les entreprises étrangères témoignent ainsi de leur distinction par rapport au secteur privé.

Table 16 Variable dépendante : variation 89-97 du PIB/tête

	Coefficients	Coefficient standardisé	T valeur
Constant	1443.520		3,951**
VAETAT	1,180	0,315	5,256**
VARCOLLECT	0,04786	0,033	0,363
VAPRIVE	0,329	0,144	2,113**
VARETRANGER	0,655	0,510	4,816**
VARAUTRES	0,944	0,195	2,287*
R2 ajusté	0,942		
F statistique	95,664		

Utilisons maintenant la variation des valeurs de production des cinq secteurs pour expliquer la variation du PIB/tête entre 1989 et 1997 (la valeur de la production des

entreprises étrangères de chaque province en 1989 est estimée sur la base de l'IDE accueilli jusque'en 1989). Les résultats apparaissent en cohérence avec le premier test. Nous pouvons noter un contraste encore plus marqué, avec une variation de la production des entreprises à capitaux étrangers expliquant 51,1% de l'augmentation du PIB/tête, contre 31,5% pour le secteur étatique et seulement 14,4% pour le secteur privé. Quant au secteur "Autres"⁹, il devient statistiquement significatif.

Table17 Variable dépendante : variation 89-97 du PIB/tête

	Coefficients	Coefficient standardisé	T valeur
Constant	1088.725		0,583
VAR%ETAT	4730.390	0,142	0,281
VAR%COLLECT	13.596	0,000	0,001
VAR%PRIVE	11225.821	0,256	0,610
VAR%ETRAN	48181.186	0,952	1,747*
VAR%AUTRES	3650.534	0,029	0,162
R2 ajusté	0,581		
F statistique	9,040		

Un nouveau test n'est pas inintéressant : celui de la variation dans le total de la production industrielle des cinq secteurs afin d'expliquer la variation du PIB/tête sur la période 1989-1997. Le pouvoir explicatif des données se révèle alors beaucoup plus faible. Observons toutefois que la variation du secteur des entreprises à capitaux étrangers reste considérée comme variable significative. Ces tests permettent de tirer une conclusion principale : statistiquement, deux facteurs peuvent être identifiés comme variable explicative de la croissance de l'inégalité régionale en Chine depuis 1990. Le développement inégal du secteur privé entre les régions et le développement inégal du secteur à capitaux étrangers entre régions. Et plus précisément, l'hypothèse initialement formulée selon laquelle en matière d'inégalité régionale en Chine, le secteur à capitaux étrangers devrait jouer un rôle plus important que le secteur privé est confirmée.

⁹ (à la différence du premier test, le secteur "autres" comprend seulement les entreprises à capitaux mixtes autres

Table 18 : analyse des corrélations

	VAR%ETAT	VAR%COLLECT	VAR%PRIVE	VAR%ETRAN	VAR%AUTRE
VAR%ETAT	1.00 (0.00)				
VAR%COLLECT	-0.242* (0.099)	1.00 (0.00)			
VAR%PRIVE	-0.399** (0.015)	0.045 (0.407)	1.00 (0.00)		
VAR%ETRAN	-0.438** (0.008)	-0.437** (0.008)	-0.372** (0.022)	1.00 (0.00)	
VAR%AUTRE	-0.110 (0.281)	0.157 (0.204)	-0.119 (0.265)	-0.138 (0.234)	1.00 (0.00)

Enfin, l'analyse des corrélations entre les variations des cinq secteurs dans la production industrielle totale sur la période permet d'identifier si, pour les provinces, l'augmentation de la part du secteur à capitaux étrangers a un lien fort avec la diminution de la part du secteur d'Etat. Les résultats qui se dégagent sont double :

1- La diminution de la part du secteur étatique est corrélée de façon forte avec l'augmentation du secteur à capitaux étrangers, de même qu'avec la croissance du secteur privé. Elle est enfin corrélée de façon faible mais toujours significative avec l'augmentation du secteur collectif.

2- La croissance du secteur des entreprises à capitaux étrangers est inversement corrélée avec les trois secteurs (le secteur « Autres » mis à part). Cela pourrait ainsi suggérer que le secteur à capitaux étrangers opère un effet d'éviction vis-à-vis des autres secteurs.

Conclusion

Cette étude sur l'inégalité régionale en Chine montre qu'à partir de 1990, parallèlement à une spectaculaire dynamique de développement, l'inégalité s'accroît significativement. L'hypothèse avancée du primat du rôle de l'IDE en terme de facteur explicatif par rapport à celui de l'économie privé est validée sur la période. La question reste toutefois ouverte pour savoir si dans l'avenir, l'IDE sera davantage orienté vers les régions moins développées du Centre et de l'Ouest, comme l'incite depuis 1997 la politique du gouvernement central. Si tel

qu'à capitaux étrangers)

est le cas, l'IDE contribuera alors à inverser les tendances en matière d'inégalité régionale. En 2003, des nuances sur l'efficacité de cette politique peuvent toutefois être émises. Non sans lien avec les effets d'agglomération de l'économie géographique, sur le territoire chinois un processus de concentration est à l'œuvre et renforce la thèse du primat d'un centre sur la périphérie. Plusieurs facteurs explicatifs peuvent être soulignés. D'une part, l'avantage factoriel en terme de coût de main-d'œuvre des régions intérieures reste modeste du fait de l'accroissement des migrations de la population vers les grands centres urbains. D'autre part, les coûts de transport au sein de ce pays à vaste superficie n'incite pas les investisseurs étrangers à localiser leurs activités en périphérie. Par ailleurs, l'adhésion du pays à l'OMC rend plus complexe une obligation de localisation par contrainte de rééquilibrage régional auprès des investisseurs étrangers. Enfin, l'avantage relatif en terme d'environnement économique, d'infrastructure et de marché de demande de la région côtière par rapport aux provinces intérieures apparaît de plus en plus explicite depuis 1990.

Bibliographie

- Abumere, S.I. (1978), "Multinationals, Location Theory and Regional Development: Case Study of Bendel State of Nigeria", *Regional Studies*, 12:651-64.
- Aitken B. & Harrison, A. (1999), "Do domestic firms nebenefit from foreign direct investment? Evidence from Venezuela", *American Economic Review*, 89 (3), 605-18.
- Bao, Shuming, Chang, Gene Hsin, Sachs, Jeffrey D. et Woo, Wing Thye (2002), "Geographic factors and China's regional development under market reforms, 1978-98", manuscript, Elsevier Science.
- Cardoso, Eliana A. et Dornbusch, Rudiger (1989) "Foreign Private capital flows » in Chenery H. and Srinivasan T.N. (eds) (1989).
- Chen, Jian et Fleisher, Belton M. (1996), "Regional income inequality and economic growth in China", *Journal of Comparative Economics*, 22(2):141-164.
- Chenery H. and Srinivasan T.N. (eds) (1989), *Handbook of Development Economics*, vol. II, New York: Elsevier Science Publishers B.V.
- China Statistical Yearbook*, 1997,1998,1999,2000,2001,2002
- DeMurger, S. (2000), *Economic opening and growth in China*, Development Centre Studies, OCDE, Paris.
- Department of National Economic Accounting, State Statistical Bureau: *The Gross Domestic Product of China 1952-1995* (Zhongguo Guolei Shengchan Zhongzi Hesuan Lishi Ziliao) Dongbei University of Finance and Economic Press
- Findlay R. (1978), "Relative backwardness, direct foreign investment, and the transfer of technology: a simple dynamic model", *Quarterly Journal of Economics*, 92(1):1-16.
- Fleisher, B. et Chen, J. (1997), " The Coast-Noncoast income gap, productivity and regional economic policy in China", *Journal of Comparative Economics*, 25(2), 220-36.
- Gerschenkron Gerschenkron (1952), "Economic Backwardness in historical perspective", In B.F. Hoselitz (ed.) *The Progress of underdeveloped areas*, Chicago: University of Chicago Press.
- Jian, T., Sachs, J.D. et Warner, A. 1996, "Trends in regional inequality in China", *China Economic Review*, 7(1), 1-22.
- Kanbur, R., & Zhang, X., 1999, "Which regional inequality? The evolution of rural-urban and inland-costal inequality in China from 1983 to 1995", *Journal of Comparative Economics*, 27 (4), 680-701.
- Kanbur, R., & Zhang, X., 2001, "Fifty years of regional inequality in China: A journey through revolution, reform and openness", Manuscript, Cornell University.

- Krugman, Paul, (1991), "Increasing Returns and Economic Georaphy", *Journal of Political Economy*, 99 (31): 483-99.
- Lee, J. (2000), "Changes in the sources of China's regional inequality, *China Economic Review*, 11(3), 232-245.
- Markusen J. & Venables, (1999), "Foreign Direct Investment as a catalyst to industrial development, *European Economic Review*, 43:335-56.
- McDougall, G.D. (1960), "The benefits and costs of private investment from abroad", *Economica*, March:13-35.
- Pack, Howard, 1989, "Industrialisation and trade", in Chenery H. and Srinivasan T.N. (eds) (1989).
- Song, S., Chu, G.S.F. et Chao, R. (2000) "Inter-city regional disparity in China", *China Economic Review*, 11(3), 246-61.
- Tsui, K.Y. (1996), "Economic reform and interprovincial inequalities in China", *Journal of Development Economics*, 50:353-68.
- UNCTAD, (1998), (1999), (2000). *World Investment Report*. New York: United Nations
- Wei, Yehua Dennis, (2002), "Multiscale and multimechanisms of regional inequality in China: implications for regional policy", *Journal of Contemporary China*, 11(30):109-24.
- World Bank, 1997, *Sharing rising incomes - Disparities in China*, Washinton D.C.
- Yao, S., & Zhang, Z., 2001, "On regional inequality and diverging clubs: a case study of contemporary China", *Journal of Comparative Economics*, 29, 466-84.
- Yang, Q., « Répartition géographique de l'investissement étranger en Chine : l'impact du capital humain », *Revue d'économie du développement*, n°3, septembre, pp 35-59, 1999.

* * *